

REPUBLIKA Y'UBURUNDI

ADC-IKIBIRI

A L'ETRANGER



République du Burundi

**Alliance des Démocrates
pour
le Changement au Burundi**

ASSEMBLEE GENERALE : DISCOURS DU COORDINATEUR, PANCRACE CIMPAYE.

(Auberge de Jeunesse Jack Brel, Rue de la sablonnière 30, 1000Bruxelles, 14 Mars 2015).

Monsieur le Président du CNDD, Honorable Léonard Nyangoma,

Messieurs les présidents des partis politiques de l'ADC-IKIBIRI à l'étranger,

Monsieur le Représentant de l'IPDD en Belgique,

Camarades membres et sympathisants de l'ADC-IKIBIRI,

Chers amis du Burundi épris d'un ordre nouveau au pays,

Mesdames et Messieurs,

En ce jour du 14 Mars 2015, à plus ou moins 70 jours du début des élections générales de cette année, la coordination de l'ADC-IKIBIRI à l'étranger a jugé opportun de rassembler les membres de la coalition ainsi que les sympathisants de notre rassemblement, sans oublier les amis du Burundi. Notre dénominateur commun, à nous tous, c'est la soif d'avoir un ordre politique, social et économique nouveau dans notre chère patrie.

Pour rappel, l'ADC-IKIBIRI est constitué par des partis politiques qui, après avoir analysé notre société, avons constaté qu'un mauvais leadership ainsi qu'une mauvaise gouvernance politique et économique conduisent le Burundi à son effondrement. Pour arrêter cette descente aux enfers et redresser la situation, des partis politiques ont décidé de former une Coalition Politique appelée Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi, ADC-IKIBIRI en sigle. Cette coalition est fondée sur une vision, des valeurs et des missions communes librement acceptées. La coalition ADC-IKIBIRI reste ouverte à toutes les organisations politiques et sociales burundaises qui adhèrent à ses valeurs.

(Présentation du podium)

C'est un honneur et un immense plaisir pour nous de nous retrouver devant vous afin de vous dresser dans un premier temps « **Les grands défis qui hantent le processus électoral qui avance à grands pas** ». Dans un deuxième temps, nous aborderons « **Le plan d'action ou les stratégies de l'ADC-IKIBIRI pour faire face à ces défis** ». Dans un troisième temps, nous allons esquisser **quelques scénarii** et tenterons ensemble de trouver le scénario le meilleur pour le Burundi. Dans un dernier temps, le moment fort sera consacré aux échanges avec vous.

Chers compatriotes,

Chers amis du Burundi,

Mesdames et Messieurs,

Quels sont les défis qui hantent les élections ?

1. Dans la lettre que les Présidents de l'ADC-IKIBIRI et du RANAC viennent d'adresser au Secrétaire Général des Nations unies et à tous les membres du Conseil de Sécurité, ils lancent un cri d'alarme contre une préparation des élections qui mène vers une guerre civile. A ce propos le troisième mandat du président sortant, le fichier électoral, la composition de la CENI, l'exclusion des principaux acteurs de l'opposition, le manque d'un front commun de l'opposition, la milice armée Imbonerakure sont autant d'embûches qui se dressent sur le passage du processus électoral et qui peuvent conduire le Burundi vers une catastrophe.

A. Du troisième mandat du Président Nkurunziza.

2. L'ADC-IKIBIRI ne le dira jamais assez, le troisième mandat du président sortant Pierre Nkurunziza est contraire à l'esprit et à la lettre de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (article 7 alinéa 3). En outre il viole le prescrit de la constitution (articles 96 et 302). Ces textes fondamentaux disposent que seuls deux mandats présidentiels sont autorisés. De ce fait ce troisième mandat est illégal et sera une provocation que le peuple burundais et la communauté internationale ont de plus en plus du mal à digérer.
3. A ce propos rappelons que les partis politiques de l'opposition, l'ADC-IKIBIRI et le RANAC, la société civile, la conférence des évêques de l'Eglise catholique, l'Union Européenne, les USA et une partie du CNDD-FDD, sont tous opposés à ce troisième mandat du Président Nkurunziza. Dans cette perspective la grande majorité de burundais sont prêts à descendre dans la rue pour bloquer ce mandat de trop du président Pierre Nkurunziza.
4. Cependant malgré cette farouche opposition de la majorité de burundais et de la communauté internationale, le président du parti présidentiel, vient d'annoncer sur la voix des ondes de la radio BBC, ce mercredi 11 mars 2015, que leurs militants n'iront pas aux urnes si Nkurunziza n'est pas présenté comme candidat. Quelques jours avant, le 7 mars 2015, le Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana, devant un parterre de jeunes démobilisés avait déclaré sans ambages que le chef de l'exécutif sortant doit empiler pour un troisième mandat. Dans son argumentaire il a précisé qu'ils se battront pour sa candidature jusqu'au sacrifice suprême. Dans le même ordre d'idée, le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, le Général-Major Prime Niyongabo, avait, dans une réunion clandestine des 21 et 23 février 2015, avec certains commandants de régions militaires, certains commandants d'unités et certains chefs d'Etat-major de régions, demandé à l'armée de tirer sur les manifestants qui descendront dans la rue pour s'opposer au troisième mandat du commandant suprême.

Au demeurant Nkurunziza et sa galaxie planifient de verser le sang des burundais si son troisième mandat ne passe pas !

B. Du fichier électoral.

5. Le cœur de toute élection se trouve dans la confection du fichier électoral. Or le fichier électoral constitué par une CENI inféodée au pouvoir en place a été entaché d'énormes irrégularités. Ainsi, en violation flagrante de la loi burundaise, une campagne de distribution des cartes d'identités par les structures du parti présidentiel et les écoles publiques dirigées par des militants zélés du même parti a été menée au grand jour. L'objet de cette fraude étant de gonfler les effectifs des électeurs.
6. Ainsi des mineurs et des étrangers ont été enregistrés au fichier électoral par cette structure du parti présidentiel. Au Rwanda voisin, 20 Rwandais ont été arrêtés en possession de ces cartes d'identité nationale du Burundi.
7. En outre dans cette opération de truquer le fichier électoral, des militants du même parti présidentiel ont bénéficié de plusieurs cartes d'identité, ce qui les permettra de voter à plusieurs reprises.

C. De la commission électorale inféodée au pouvoir du Président Nkurunziza.

8. Les faits et gestes qui sont posés par la CENI actuelle démontrent à suffisance qu'elle roule pour le seul camp présidentiel. A ce titre le président de cette commission a osé sur les ondes d'une radio locale déclarer qu' « il travaille pour le Président Nkurunziza qui l'a nommé. Et quand Léonce Ngendakumana, de l'ADC-**IKIBIRI**, sera Président de la République, qu'il travaillera pour lui ». Cette déclaration empreinte d'arrogance est très éloquente et se passe de commentaires.
9. C'est cette même déclaration qui sera confirmée par le Chef d'Etat-Major Général de l'armée le 21 février 2015 dans ses réunions clandestines. A ce propos il devait confier aux militaires qu'il avait réunis que « Le président sortant doit remporter les élections ; qu'il a la complicité de la CENI dans cette victoire ».

D. De l'exclusion des figures de proue de l'opposition.

10. Ce Mardi 10 Mars 2015, le Ministre de l'intérieur a lancé un appel solennel aux acteurs politiques qui sont à l'exil de rentrer pour participer aux élections. Mais le lendemain, probablement après avoir reçu des coups de fouets, le même ministre devait rectifier la teneur de son message en moins de 24heures. Ainsi ce messageur du président Nkurunziza nous demande de rentrer pour qu'il nous mette en prison ! Ce message est clair, les hommes politiques contraints à l'exil pour des mobiles politiques n'ont pas le droit de rentrer au pays, encore moins de participer aux élections.
11. Avec cette nouvelle annonce du Ministre Edouard Nduwimana, Alexis Sinduhije, président du MSD, Léonard Nyangoma président du CNDD-FDD, Manassé Nzobonimpa, Secrétaire Général du CNDD-FDD ainsi que les autres acteurs politiques qui sommes à l'exil, nous ne participerons aux élections qu'en 2020 ou en 2025 ! Est-ce possible ? Est-ce possible ? Des élections, sans ces leaders sont-elles possibles ? Sont-elles envisageables ?

12. A côté de ces leaders qui sont contraints à l'exil, des figures de proue de l'opposition comme Léonce Ngendakumana, Rwasa Agathon et Bamvuginyumvira Frédéric ont des poursuites judiciaires montées de toute pièce pour les empêcher de participer aux élections. Des élections sans ces leaders sont-elles possibles ? Sont-elles envisageables ?
13. A ce lot d'hommes politiques ligotés par des poursuites judiciaires, il faut ajouter le président légitime du CNDD-FDD, El hadj Hussein Radjabu qui vient de s'évader de la prison centrale de Mpimba, qui n'a donc pas de casier judiciaire vierge. Ces élections seront-elles possibles sans sa participation ? Est-ce possible ? Est-ce envisageable ?
14. Dans ce registre d'exclusion le pouvoir en place à Bujumbura procède par des emprisonnements arbitraires des militants de l'opposition, le cas pathétique étant celui de ces militants du MSD qui viennent de passer plus d'une année derrière les barreaux. Dans ces arrestations arbitraires citons aussi celles des membres de la société civile comme Pierre Claver Mbonimpa, des journalistes comme Bob Rugurika. Ces deux figures emblématiques de l'injustice du pouvoir de Bujumbura sont toujours en liberté conditionnelle.

Chers compatriotes,

Chers amis du Burundi,

Mesdames et Messieurs,

E. Du manque d'un front commun de l'opposition.

15. Un autre drame qui mine les élections de cette année, c'est cette maladie contagieuse de l'opposition africaine où tout le monde veut être président de la république ! Sans être contre les ambitions légitimes des uns et des autres, l'opposition burundaise n'a pas le droit de se payer le luxe des rivalités futiles qui tournent autour du candidat à l'élection présidentielle. Le peuple burundais qui a accouru en masse le 18 février 2015 pour saluer la libération de Bob Rugurika, le peuple burundais qui a répondu massivement à l'appel à la grève des syndicats ce 5 mars 2015, a soif du changement ! La seule préoccupation de ce peuple meurtri par une décennie de malheurs, c'est le départ de la dictature du Président Nkurunziza.
16. La guerre pour le fauteuil présidentiel de la part des leaders de l'opposition serait une trahison qui risque d'être mal interprétée. De ce fait un tel combat ne serait pas éloigné du combat que nous livre le président Nkurunziza qui veut s'accrocher à ce poste à vie. Dès lors la question que les burundais se poseraient serait de savoir si les candidats de l'opposition se battent pour servir le peuple ou se servir. Si c'est pour se servir, le Président Nkurunziza le fait très bien. Gardons le statu quo ! Si c'est pour servir le peuple burundais, pourquoi se battre pour cette seule position ? On peut servir le peuple à l'Assemblée nationale, on peut servir le peuple au Sénat, on peut servir le peuple au Gouvernement, on peut servir le peuple à l'East African community, on peut servir le peuple en tant qu'Ombusman. Mieux : on sert le peuple quand on est à la tête de la commune ou de la province.

17. Au demeurant cette image des leaders de l'opposition qui se bousculent pour le seul poste de président de la république est une menace et un luxe qui n'est pas à la portée de la bourse du peuple burundais. Un tel combat égoïste compromettrait un front commun de l'opposition et le combat contre tous les défis susmentionnés y compris celui contre les exactions de la milice armée Imbonerakure, serait perdu d'avance. Honorable président Léonard Nyangoma soyez notre ambassadeur, soyez notre porte-parole auprès de vos pairs.

Chers compatriotes,

Mesdames et Messieurs,

De tout ce qui précède, le constant est que le pays est en danger ! Le pays est au bord de l'implosion ! Que faut-il faire?

F. Un front commun de l'ADC-IKIBIRI.

18. Pour conduire à bon port ce changement réclamé à cor et à cri par la grande majorité de burundais, les partis de l'ADC-IKIBIRI ont décidé d'aller aux élections ensemble avec des listes communes aux communales, aux législatives et aux élections sénatoriales. De la même manière un seul candidat sera présenté à l'élection présidentielle après des élections primaires internes à la coalition.

19. L'ADC-IKIBIRI vient de présenter au peuple burundais le contenu de la Plateforme commune de Gouvernance du Burundi qui repose sur huit piliers :

- La sécurité et la cohésion sociale ;
- La gouvernance et l'Etat de droit,
- La relance de l'économie, l'éradication de la faim et de la pauvreté ;
- Le développement et la rentabilisation des ressources humaines ;
- La préservation du patrimoine foncier et l'occupation du territoire ;
- La maîtrise de la croissance démographique ;
- Le renforcement du partenariat avec les autres acteurs au développement ;
- L'intégration Régionale.

20. Fidèle à son idéal de vaste rassemblement, l'ADC-IKIBIRI est en pourparlers avec la coalition RANAC dans le but d'unir nos forces contre le pouvoir en place à Bujumbura.

Chers compatriotes,

Chers amis du Burundi,

Mesdames et Messieurs,

21. Au-delà de cet esprit de rassemblement, l'ADC-IKIBIRI réitère sa requête d'un dialogue avec la majorité présidentielle afin de vider toutes les questions susmentionnées. **Les propositions de la coalition sont les suivantes :**

- L'abandon solennel, et dans les meilleurs délais, du troisième mandat par le Président Pierre Nkurunziza.
- La mise en place d'une nouvelle Commission électorale consensuelle. La mise en place d'une commission paritaire au niveau des démembrements de la CENI.
- La mise en place des membres paritaires au niveau des bureaux de vote.
- Une présence de l'opposition dans la salle d'informatique de la CENI.
- La révision du fichier électoral tel que convenu par tous les acteurs politiques.
- La libération des prisonniers politiques, le retour des exilés politiques ainsi que l'abandon des charges contre tous les leaders de l'opposition.
- Le démantèlement de la milice armée Imbonerakure.
- Les libertés politiques, la liberté de la presse, de réunion et d'association doivent être garanties.

Chers compatriotes,

Chers amis du Burundi,

Mesdames et Messieurs,

22. **Face à ces exigences de l'ADC-IKIBIRI, quelle sera la réponse du président Nkurunziza ? Quels sont les scénarii possibles qui attendent le Burundi ?**

- **Le scénario salubre1:** Le président Nkurunziza accepte les propositions susmentionnées. Des élections paisibles, inclusives et démocratiques ont lieu. (**PEU PROBABLE**)
- **Le scénario catastrophe1 :** Nkurunziza refuse les propositions et un coup d'Etat de l'Armée le dépose. (**A EVITER ET A COMBATTRE**)
- **Le scénario catastrophe2 :** Nkurunziza refuse les propositions de l'ADC-IKIBIRI ; il simule un coup d'Etat et place un homme à lui. (**A COMBATTRE**)
- **Le scénario salubre2 :** Nkurunziza refuse les propositions de l'ADC-IKIBIRI ; le peuple burundais dans toutes ses composantes descend dans la rue et jette Nkurunziza dehors. UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE COURTE DUREE ORGANISE LES ELECTIONS. (**PREVISIBLE**)

23. Pour mener à bien ce quatrième scénario, vous êtes tous conviés à mettre la main à la pâte. Ce quatrième scénario demandera des moyens humains et matériels. Face à un si grand tournant de l'histoire de notre pays, personne, personne n'a le droit de se dérober. Nous devons tous contribuer à l'écriture d'une nouvelle page de l'histoire du Burundi. Ce n'est pas un devoir, c'est un honneur au quel vous êtes tous conviés !

24. Ainsi nous devons mettre en place rapidement ce vaste mouvement dans tous les pays du monde : en Amérique, en Europe, en Australie, en Afrique, en Chine, etc. Des structures de coordination de cette action patriotique seront mises en place sans délais. La mission est de sensibiliser ton prochain, ta famille élargie pour un ordre nouveau au Burundi. Bien entendu nous devons collecter le maximum de moyens possible car ce scénario est très exigeant.

25. Ici en Belgique nous descendrons jusque dans les provinces pour atteindre le maximum de personnes possible.

Chers compatriotes,

Chers amis du Burundi,

Mesdames et Messieurs,

26. Cette campagne nous appelle tous à nous regarder chaque matin dans la glace et de nous poser cette question : « *Qu'est ce que je suis en train de faire pour écrire une nouvelle page du Burundi ?* ». Répondez chaque matin à cette interrogation, vous aurez contribué à la construction d'un Burundi digne, un Burundi prospère pour tous !

Je vous remercie infiniment

Que Dieu vous bénisse !

Que Dieu bénisse le Burundi !

Vive la grandeur du Burundi !